

COMMUNE DE HAUTERIVE (FR)

REGLEMENT

scolaire

L'assemblée communale :

vu :

- La loi du 23 mai 1985 sur l'école enfantine, l'école primaire et l'école du cycle d'orientation (loi scolaire), (LS).
- Le règlement du 16 décembre 1986 d'exécution de la loi scolaire (RLS).
- La loi du 25 septembre 1980 sur les communes (LCo).

édicte :

Objet **Article premier.** ¹ Le présent règlement s'applique aux classes enfantines et primaires de la commune.

But ² Le présent règlement détermine le fonctionnement et la gestion des écoles de la commune.

Transport d'élèves **Art. 2.** ¹ La commission scolaire organise les transports scolaires gratuits au sens de l'article 6 alinéa 2 de la loi scolaire. Ainsi notamment :

- a) elle fixe l'horaire et le parcours ;
- b) elle prévoit les haltes nécessaires en choisissant des endroits exempts de danger ;
- c) elle veille de manière générale à la sécurité du transport pour les élèves ;
- d) elle propose le conducteur et son remplaçant le cas échéant.

² La commission scolaire demande au Conseil communal la reconnaissance des transports d'élèves organisés en raison du danger lié à la circulation.

³ La commission scolaire peut, en outre, si les circonstances le justifient, organiser des transports d'élèves non prévus par la loi scolaire et son règlement d'exécution.

Taxes pour les fournitures scolaires et pour certaines manifestations

Art. 3.¹ Une contribution peut être perçue par la commune auprès des parents pour couvrir les frais de fournitures scolaires autres que les moyens d'enseignement et les frais de certaines manifestations. Elle est calculée sur la base des frais effectifs, mais au maximum fr 400.- par élève et par année scolaire.

² Les moyens d'enseignement peuvent, par décision de la commission scolaire, être facturés au prix coûtant aux parents, dans la mesure où leur enfant n'en prend pas normalement soin.

Organisation des classes

Art. 4. La commission scolaire attribue les classes à chaque maître. Elle tient compte, dans la mesure du possible, des vœux exprimés par les maîtres. Le cas échéant, elle prend, au préalable, l'avis de l'inspecteur scolaire.

Jours de congé hebdomadaires et horaire des classes

Art. 5.¹ Les jours de congés hebdomadaires sont les suivants :

- a) pour les élèves de l'école enfantine : le mercredi, le samedi + ½ jour d'alternance, à savoir les mardis après-midi et les jeudis après midi ;
- b) pour les élèves des deux premières années de l'école primaire : le samedi, le mercredi après-midi + ½ jour d'alternance, à savoir les mercredis matins et les jeudis matins ;
- c) pour les élèves des quatre dernières années de l'école primaire : le samedi et le mercredi après-midi.

² L'horaire journalier est fixé par le Conseil communal sur proposition de la commission scolaire. Aucun élève ne peut être privé de récréation.

³ L'horaire des classes, les jours de congé hebdomadaire, les 1/2 jours de congé alternés et le calendrier scolaire sont publiés par la commission scolaire avant le début de l'année scolaire et distribués aux élèves.

⁴ La commission scolaire peut déroger aux règles sur l'horaire des classes lorsque des circonstances particulières l'exigent. Elle doit, toutefois, respecter le règlement d'exécution de la loi scolaire en ce qui concerne le nombre de leçons.

Commandes de matériel scolaire

Art. 6.¹ Le Conseil communal, sur préavis de la commission scolaire, approuve les dépenses liées au matériel scolaire nécessaire.

² Les commandes de matériel sont établies par le corps enseignant. Elles doivent être visées par le président de la commission scolaire ou son suppléant. Elles seront ensuite transmises à la commune, pour règlement.

*Lieu de fréquentation
de l'école et frais*

Art. 7. ¹ En cas d'accueil d'un élève venant d'un autre cercle scolaire, le Conseil communal peut percevoir auprès du Conseil communal du domicile ou de la résidence habituelle de cet élève, conformément à l'article 10 de la loi scolaire, une participation aux frais de Fr. 3'000.- maximum par élève et par année.

² Lorsqu'un élève du cercle scolaire est autorisé à fréquenter l'école d'un autre cercle scolaire pour des raisons de langue, le Conseil communal peut percevoir une taxe auprès des parents d'un maximum de Fr. 3'000.- par élève et par année.;

³ Le Conseil communal est compétent pour assouplir la disposition de l'art. 7.2 suivant la situation familiale.

*Entrée en vigueur et
Publication*

Art. 8. ¹ Le présent règlement entre en vigueur dès son approbation par la Direction de l'instruction publique et des affaires culturelles.

² Il sera remis à la commission scolaire, à l'Inspecteur scolaire, aux corps enseignant et sur demande, aux parents.

Adopté par l'assemblée communale du

Le Syndic

La Secrétaire

Jean-Denis Chavaillaz

Nicole Chavaillaz

Approuvé par la Direction de l'instruction publique et des affaires culturelles

Fribourg, le

Le Conseiller d'Etat Directeur de l'Instruction publique et des affaires culturelles

Augustin Macheret